

22.1.96

CAMEROON

Act No. 73-5 to regulate public holidays in the United Kingdom of Cameroon, dated 7 December 1973 (*Official Gazette*, No. ??, 15 December 1973, p. 426), as amended up to Act No. 76-9, dated 8 July 1976 (*Official Gazette*, No. ??, 15 July 1976).

Short title: Act to regulate public holidays, 1973.

Loi 73-12 du 7 décembre 1973 portant organisation générale de la protection civile 444

Loi 73-13 du 7 décembre 1973 portant modificatif à la loi n° 71-LF-3 du 4 juin 1971 portant statut des officiers d'active des forcés armées 446

Loi 73-14 du 7 décembre 1973 autorisant le gouvernement de la République unie du Cameroun à conclure une convention d'établissement avec la Société Béton-Cameroun 416

Ordonnance 73-22 du 29 mai 1973 portant loi de règlement de l'exercice 1970-1971 pour l'ex-Etat fédéré du Cameroun oriental 447

Ordonnance 73-23 du 29 mai 1973 portant loi de règlement de l'exercice 1970-1971 pour l'ex-Etat fédéré du Cameroun occidental 449

Ordonnance 73-24 du 29 mai 1973 portant création d'un Fonds national de développement rural 452

Ordonnance 73-25 du 29 mai 1973 portant code de l'enregistrement, du timbre et de la curatelle de la République unie du Cameroun 458

Ordonnance 73-26 du 29 mai 1973 portant fixation du taux des frais de justice en matière de fraudes commerciales, médecine légale, toxicologie et radiodiagnostic 516

Ordonnance 73-27 du 30 août 1973 relative à l'exercice de l'activité de bancaire 517

Ordonnance 73-28 du 30 août 1973 relative à la perception d'une taxe sur la distribution du crédit 522

Ordonnance 73-29 du 26 septembre 1973 portant modification du code général des impôts 522

Law 73-12 of 7 December 1973 to establish the general organization of civil protection 444

Law 73-13 of 7 December 1973 to amend Law No. 71-LF-3 of 4 June 1971 to establish the Rules and Regulations governing regular officers of the Armed Forces 446

Law 73-14 of 7 December 1973 to authorize the Government of the United Republic of Cameroon to conclude a Convention of Establishment with the « Société Béton-Cameroun » 416

Ordinance 73-22 of 29 May 1973: 1970-1971 settlement for the former Federated State of East Cameroon 447

Ordinance 73-23 of 29 May 1973: 1970-1971 settlement for the former Federated State of West Cameroon 449

Ordinance 73-24 of 29 May 1973 to set up a National Fund for Rural Development 452

Ordinance 73-25 of 29 May 1973: Registration, Stamp Duty and Trusteeship Code of the United Republic of Cameroon 458

Ordinance 73-26 of 29 May 1973 to fix the rate of legal charges in respect of commercial frauds, forensic medicine, toxicology and x-ray diagnosis 516

Ordinance 73-27 of 30 August 1973 to regulate the banking profession 517

Ordinance 73-28 of 30 August 1973 relating to levying of a tax on the distribution of credit 522

Ordinance 73-29 of 26 September 1973 to amend the General Tax Code 522

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE UNIE

Loi n° 73-5 du 7 décembre 1973

fixant le régime des fêtes légales en République unie du Cameroun.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les fêtes légales de la République unie du Cameroun sont définies et fixées par la présente loi. Elles se répartissent en deux catégories :

- a) Les fêtes légales civiles;
- b) Les fêtes légales religieuses.

Les jours de fêtes légales sont fériés et chômés dans les conditions prévues aux articles 5, 6, 7 et 8 de la présente loi.

Art. 2. — Sont considérées comme fêtes légales civiles et célébrées comme telles sur l'ensemble du territoire de la République unie du Cameroun, les fêtes d'inspiration civile ci-après :

- Jour de l'an (1^{er} janvier);
- Fête de la Jeunesse (11 février);
- Fête du Travail (1^{er} mai);
- Fête nationale (20 mai).

Lorsqu'une fête légale civile est célébrée un dimanche ou un jour férié, le jour consécutif est assimilé à cette fête du point de vue des conditions de travail et de rémunération.

Art. 3. — Sont considérées comme fêtes légales religieuses et célébrées comme telles les fêtes d'inspiration religieuse ci-après :

- L'Ascension;
- Le Vendredi Saint;

articles 3, 4 et 5 modifiés par Loi 76-8 du 8.07.1976.

PRESIDENCY OF THE UNITED REPUBLIC

Law No. 73-5 of 7 December 1973

to regulate Public Holidays in the United Republic of Cameroon.

The National Assembly deliberated and adopted;
The President of the Republic enacts the law set out below:

1. (1) The public holidays of the United Republic of Cameroon shall be defined and fixed by this Law. They are divided into two categories:

- (a) civil holidays;
- (b) religious holidays.

(2) There shall be compulsory abstention from work on all days of public holidays under the conditions laid down in Sections 5, 6, 7 and 8 of this Law.

2. (1) The following holidays of a civil character shall be considered civil public holidays and celebrated as such throughout the territory of the United Republic of Cameroon:

- 1 January (New Year's Day);
- 11 February (Youth Day);
- 1 May (Labour Day);
- 20 May (National Day).

(2) When a civil holiday falls on a Sunday or public holiday, the following day shall be deemed to be a public holiday from the point of view of conditions of work and remuneration.

3. (1) The following holidays of a religious character shall be considered religious public holidays and celebrated as such:

- Ascension;
- Good Friday;

- L'Assomption (15 août);
- La Noël (25 décembre);
- La fête de fin de Ramadan (Djouldé Soumaé);
- La fête du Mouton (Djouldé Laihadji).

Lorsqu'une fête légale religieuse est célébrée un dimanche ou un jour férié, le Président de la République peut, par arrêté, déclarer férié non chômé le jour consécutif.

Art. 4. — La veille ou le lendemain d'une fête légale peut être, selon les cas, déclaré férié par arrêté du Président de la République lorsque la fête considérée est célébrée un vendredi ou un mardi.

Art. 5. — Sous réserve des dispositions des articles 6 et 8 ci-après, le chômage est obligatoire les jours de fêtes légales civiles pour l'ensemble des travailleurs.

Il n'est pas obligatoire les jours de fêtes légales religieuses pour les travailleurs âgés de plus de dix-huit ans.

Art. 6. — Il est fait exception aux règles de chômage prévues à l'article 5 qui précède pour les gens de maison, les établissements ou services dont le fonctionnement ne peut être interrompu et pour les entreprises à feu continu, figurant sur une liste arrêtée à cet effet par le gouvernement.

Art. 7. — L'obligation de chômage stipulée dans la présente loi n'entraîne pas de réduction de salaire pour les travailleurs rétribués au mois.

Le travailleur rétribué à la journée ou à l'heure est considéré, les jours de fêtes légales civiles ou religieuses et notwithstanding le chômage, comme ayant effectué une journée normale de travail.

Art. 8. — Le travailleur qui exerce son activité le jour d'une fête légale civile ou religieuse en vertu des dispositions des articles 5 alinéa 2, et 6 de la présente loi perçoit en plus du salaire correspondant au travail réellement effectué, une indemnité égale au montant dudit salaire.

Aucune heure supplémentaire de travail n'est autorisée les jours de fêtes légales.

Art. 9. — Une réglementation particulière déterminera les modalités de récupération des jours fériés non chômés.

Art. 10. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi et notamment l'ordonnance n° 72-15 du 16 septembre 1972 fixant le régime des fêtes légales.

Art. 11. — La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence au *Journal officiel* de la République unie du Cameroun en français et en anglais, et exécutée comme loi de l'Etat.

Yaoundé, le 7 décembre 1973.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Loi n° 73-6 du 7 décembre 1973

modifiant et complétant la loi n° 69-FL-13 du 10 novembre 1969 sur la presse.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté;
Le Président de la République promulgue la loi dont le teneur suit :

Article premier. — Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi n° 69-LF-13 du 10 novembre 1969, modifiant l'article 11 de la loi n° 66-LF-18 du 21 décembre 1966, est abrogé et remplacé par le paragraphe nouveau suivant :

- Assumption (15 August);
- Christmas day (25 December);
- End of Ramadan (Djouldé Soumae);
- Id-ul-Kebir (Djouldé Laihadji).

(2) If a religious holiday falls on a Sunday or public day, the President of the Republic may, by an Order, declare the following day a public holiday without compulsory abstention from work.

4. If a public holiday falls on a Tuesday or Friday order of the President of the Republic may declare the previous day or the following day, as the case may be, a public holiday.

5. (1) Subject to the provisions of Sections 6 and 8 below, abstention from work shall be compulsory for all workers on all civil holidays.

(2) It shall not be compulsory on religious holidays for workers over eighteen years of age.

6. Domestic servants, and those establishments or services whose activities cannot be interrupted and enterprises whose function twenty four hours a day, appearing on a list drawn up for this purpose by the Government, shall be exempt from the rules on abstention from work laid down in Section 5 above.

7. (1) The obligation to abstain from work provided for in this law shall not entail any salary reduction for monthly paid workers.

(2) An hourly or daily-rated worker shall be deemed to have performed a normal day's work on civil or religious holidays notwithstanding abstention from work.

8. (1) A worker who performs his activities on civil or religious holidays by virtue of the provisions of Sections 5 and 6 of this Law, shall, in addition to the salary for the work actually done, receive an indemnity equal to the amount of the said salary.

(2) No overtime shall be authorized on public holidays.

9. The conditions of compensatory time for public holidays without compulsory abstention from work shall be determined by special regulations.

10. All previous provisions repugnant to this law, and in particular Ordinance No. 72-15 of 16 September 1972 to the system of Public Holidays, are hereby repealed.

11. This Law shall be registered, published according to the procedure of urgency and in the *Official Gazette* in French and English and enforced as a law of the United Republic of Cameroon.

Yaounde, 7 December 1973.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Law No. 73-6 of 7 December 1973

to amend and supplement Law No. 69-LF-13 of 10 November 1969 to regulate the Press.

The National Assembly deliberated and adopted;
The President of the Republic enacts the law set out below:

1. Paragraph 3 of Section 1 of Law No. 69-LF-13 of 10 November 1969 amending Section 11 of Law No. 66-LF-18 of 21 December 1966 is amended and repealed by the following new paragraph:

JOURS FERIES - FETES LEGALES

15 July 1976

OFFICIAL GAZETTE OF THE UNITED REPUBLIC OF CAMEROON

Loi n° 76-8 du 8 juillet 1976

modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 73-5 du 7 décembre 1973 fixant le régime des fêtes légales en République unie du Cameroun.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les articles 3, 4 et 5 de la loi n° 73-5 du 7 décembre 1973 fixant le régime des fêtes légales en République unie du Cameroun sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3 (nouveau). — Sont considérées comme fêtes légales religieuses et célébrées comme telles, les fêtes d'inspiration religieuse ci-après :

- l'Ascension ;
- le Vendredi-Saint ;
- l'Assomption (15 août) ;
- la Noël (25 décembre) ;
- la Fête de fin de Ramadan (Djouldé Soumaé) ;
- La Fête du Mouton (Djouldé Lahadji).

« Art. 4 (nouveau). — Le Président de la République peut par arrêté déclarer férié :

(1) Le jour consécutif à une fête légale religieuse lorsqu'elle est célébrée un dimanche ou un jour férié ;

(2) La veille ou le lendemain d'une fête légale, lorsque la fête considérée est célébrée un vendredi ou un mardi.

(3) Un jour autre que ceux visés aux articles 2, 3 et 4, alinéas 1^{er} et 2, de la présente loi, lorsque les circonstances l'exigent et notamment en raison de l'importance d'un événement d'intérêt national.

« Art. 5 (nouveau). — Sous réserve des dispositions des articles 6 et 8 ci-après, le chômage est obligatoire pour l'ensemble des travailleurs, les jours de fêtes légales civiles et pendant les jours déclarés fériés en application de l'article 4 alinéa 3 ci-dessus.

Il n'est pas obligatoire les jours de fêtes légales religieuses et pendant les jours déclarés fériés en application des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 4 de la présente loi, pour les travailleurs âgés de plus de dix-huit ans. »

Art. 2. — Lorsque les circonstances l'exigent, le Président de la République peut déclarer la journée continue sur tout ou partie du territoire.

Art. 3. — La présente loi sera enregistrée et publiée selon la procédure d'urgence, puis au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 8 juillet 1976.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Loi n° 76-9 du 8 juillet 1976

rendant obligatoire la fixation au Cameroun du siège des entreprises commerciales ou industrielles y exerçant.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Toute entreprise commerciale ou industrielle, société ou succursale d'une entreprise commerciale ou industrielle exerçant ses activités au Cameroun doit y fixer son siège social et y tenir sa comptabilité.

Toutefois, des dérogations spéciales peuvent être accordées par décret.

Art. 2. — Ne sont pas visées par l'article 1^{er} de la présente

Law No. 76-8 of 8 July 1976

amending certain provisions of Law No. 73-5 of 7 December 1973 to regulate Public Holidays in the United Republic of Cameroon.

The National Assembly deliberated and adopted ;

The President of the Republic enacts the law set out below :

1. Sections 3, 4 and 5 of Law No. 73-5 of 7 December 1973 to regulate Public Holidays in the United Republic of Cameroon shall be amended as follows :

« Section 3 (new). The following holidays of a religious character shall be considered religious public holidays to be celebrated as such :

- Ascension ;
- Good Friday ;
- Assumption (15 August) ;
- Christmas Day (25 December) ;
- End of Ramadan (Djouldé Soumae) ;
- Id-el-Kabir (Djouldé Lahadji).

« Section 4 (new). The President of the Republic may by order declare any of the following days a public holiday :

(1) the day following a religious holiday which falls on a Sunday or public holiday ;

(2) the day preceding or following a public holiday which falls on a Tuesday or Friday ;

(3) any day other than those referred to in Sections 4(1) and (2) of this law, when the circumstances require, and in particular on account of the importance of an event of national interest.

« Section 5 (new). (1) Subject to the provisions of Sections 6 and 8 below, abstention from work shall be compulsory for all workers on all civil holidays and on the days of public holidays in pursuance of Section 4(3) above.

(2) It shall not be compulsory on religious holidays and the days declared holidays in pursuance of Section 4(2) of this law for workers over eighteen years of age.

2. When circumstances so require, the President of the Republic may declare an unbroken working day over all or part of Cameroon.

3. This law shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in French and English.

Yaounde, 8 July 1976.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Law No. 76-9 of 8 July 1976

making it compulsory for commercial or industrial firms operating in Cameroon to have their registered offices in Cameroon.

The National Assembly deliberated and adopted ;

The President of the Republic enacts the law set out below :

1. (1) All commercial or industrial firms, companies or branches of companies or industrial firms operating in Cameroon shall have their registered offices in Cameroon.

(2) Provided that special waivers may be granted by the President of the Republic :

2. Research companies, multinational companies, companies with a shareholder, and foreign companies with